

Le 6 décembre 2024. Didier Guénin

Le suicide du jeune Lucas avait suscité une vive émotion et rappelé la persistance de l'homophobie et du harcèlement en milieu scolaire malgré les avancées législatives en matière de reconnaissance des droits des personnes LGBT+.

En partenariat avec la galerie d'arts et lieu d'expression libre La Girolle Éclectique qui a organisé un concours artistique « paroles arc en ciel » pour permettre aux lycéens de s'exprimer artistiquement sur l'homophobie, Altermonde a mené une enquête sociologique sur l'homophobie dans les classes de la 3ème à la Terminale. Le projet qui a été mené dans une sous-préfecture a reçu le soutien de la DILCRAH.

En voici les principaux constats.

Coexistence d'une homosexualité acceptée et d'une homophobie affichée

L'homophobie en milieu scolaire est une réalité, c'est ce que l'enquête nous donne à voir. Avec 49% des collégiens et 66% des lycéens qui ont déjà entendu des propos homophobes, c'est même une réalité très prégnante, qui ouvre grand la porte aux dérives et au harcèlement, même si leur occurrence est nettement moindre avec 6% et 10% des collégiens et lycéens respectivement qui connaissent un ou une camarade victime de harcèlement, ce qui reste non acceptable.

Le paradoxe que met en lumière l'enquête sociologique, c'est que cette homophobie s'inscrit dans un cadre de large acceptabilité de l'homosexualité. Mais une acceptabilité de moindre rang. La norme est hétérosexuelle, et non pas diverse avec une centralité hétérosexuelle et une moindre proportion homosexuelle. Cet état de fait marque sans doute une large progression de l'opinion (du moins là où l'enquête a été menée) en une, voire quelques décennies.

On observe une tendance de fond dans les différentes réponses entre lycéens et collégiens qui montre à la maille de notre échantillon une meilleure intégration sociale et individuelle de l'homosexualité chez les collégiens que chez les lycéens. Assorti d'un niveau d'homophobie moindre chez les collégiens que chez les lycéens. Ceci dessine un chemin pour un travail pédagogique afin de donner aux personnes LGBT+ une stricte égalité de droit de cité.

Contexte de l'étude, un appel d'offre DILCRAH.

La Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT (DILCRAH) et les préfets de département ont lancé des appels à projets locaux pour accompagner les deux plans nationaux pilotés par la DILCRAH, soutenir et encourager les initiatives de la société civile engagée contre les haines et les préjugés racistes, antisémites ou LGBTphobes. La Girolle Éclectique, galerie d'arts associative et lieu d'expression libre a répondu à cet appel à projet vise à accompagner l'action des services de l'État et la mobilisation de la société civile contre le racisme, l'antisémitisme, la haine anti-LGBT+ et les discriminations, en association avec Altermonde pour une enquête sociologique.



Altermonde a pour projet d'inventer un nouveau monde, équitable, solidaire ; de promouvoir, par une logique de don dans l'espace et dans le temps, une politique de répartition de la richesse, dans le respect de la justice sociale, qui pèse chaque décision à l'aune de ses implications globales, locales et durables — plutôt qu'à ses seules conséquences immédiates — ; de favoriser son émergence.

Altermonde vise un quadruple objectif : exprimer l'insatisfaction face à l'organisation actuelle du monde et poser le constat de l'impasse dans laquelle la société est engagée, énoncer les principes fondateurs d'une socialité rénovée, être l'espace de partage de la réflexion sur ces questions essentielles dans un esprit d'écoute et d'envie de travailler ensemble, être le lieu où s'élaborent des actions et des expérimentations qui vont dans le sens d'engendrer ou de favoriser l'émergence de cet autre monde.

Altermonde a pour vocation d'analyser pourquoi le productivisme conduit à une aporie, d'imaginer les voies et moyens de la dépasser, de proposer et d'initier des expérimentations de nouveaux modèles, de déployer des campagnes d'information ou de mobilisation sur des thématiques en rapport avec ses ambitions.

Partenaires et cadre de l'étude : une sous-préfecture rurale

La Girolle Éclectique est une association loi 1901. Face aux changements environnementaux et sociaux brutaux par leur soudaineté et la violence de leurs impacts, les fondateurs et animateurs de la Girolle ALTERMONDE Éclectique sont convaincus que la culture est une forme d'expression essentielle pour tenter de sortir de son isolement et de sa douloureuse incompréhension du Monde. L'art, sous toutes ses formes, est



un puissant mode de communication. Il libère des tensions traumatiques, tend la main vers l'autre, explore les champs de la compréhension. L'Association La Girolle Éclectique organise des expositions et des conférences, favorisant la liberté d'expression dans un souci de construction d'une réflexion. Elle entend également organiser des animations autour de l'art favorisant une expression autre, décalée, propre à interpeller. L'association s'adresse à tout public. Et tout particulièrement aux jeunes afin de favoriser leur entrée dans la vie active et citoyenne. Plus largement elle accueille toutes celles et ceux, de tous âges qui recherchent un lieu pour s'exprimer dans un esprit de tolérance et de pluralité.

Altermonde est un Think-Tank qui depuis 2002 a pour projet d'inventer un nouveau monde, équitable, solidaire ; de promouvoir, par une logique de don dans l'espace et dans le temps, une politique de répartition de la richesse. Le capital d'une société est inscrit à son passif. Autrement dit, il constitue une dette contractée par la société auprès de ses actionnaires. Tel est l'un des axiomes essentiels du capitalisme. De fait ceci établit un monde qui se construit sur le principe de la dette. N'est-ce pas, en cet endroit précis, que se trouve l'erreur fondamentale du capitalisme ? Aucune société ne peut vivre durablement sur une logique de dette, alors même que le don et le contre don sont des principes anthropologiques majeurs. L'homme depuis plusieurs millions d'années a écrit sa propre histoire par un processus lent d'appropriation. Hommes et femmes se sont liés les uns aux autres, dans l'espace et le temps, par des dons de toutes sortes. Par sa nature même le don crée un lien qui n'oblige pas à la contrepartie, il ouvre seulement l'hypothèse de celle-ci, sans en fixer la nature ni l'échéance. Tandis que le don est une main tendue d'aujourd'hui vers demain, la dette conduit à ce qu'aujourd'hui fasse main basse sur les richesses de demain

Le projet « Paroles Arc-en-ciel » a été retenu par la Préfecture et a reçu un soutien financier de la DLCRAH, il comporte deux volets : un concours artistique et une enquête sociologique, la participation à l'une ou l'autre sont dissociées et compatibles. Il est ouvert aux collégiens de 3ème et aux lycéens.

L'enquête sociologique sur l'homophobie vise à recueillir des témoignages sur la réalité de l'homophobie et des discriminations ou préjugés liés aux orientations sexuelles, dans l'espace d'une petite ville située insérée dans un milieu rural, en l'occurrence Romorantin-Lanthenay, la Sologne et la Vallée du Cher. L'enquête sociologique sur l'homophobie vise à recueillir des témoignages sur la réalité de l'homophobie et des discriminations afin de dessiner la perception des jeunes en milieu semi-rural sur l'homosexualité (*) et appréhender le niveau d'homophobie.

Elle est conduite sous la coordination de Didier Guénin, Docteur de sociologie (diplômé de l'Université Paris Cité), chargé d'enseignement en anthropologie à l'Ecole Supérieure des Mines de Nancy, et auteur de L'enfant de la distance, essai sociologique paru aux PUF.

L'enquête s'appuie sur le recueil d'une enquête sociologique au travers d'un support papier qui a été diffusé au sein du Lycée (tout niveau de classes) et du Collège (3ème). L'enquête a été lancée entre octobre et novembre 2023. Il a été procédé à une analyse quantitative et qualitative des matériaux recueillis.

Analyse de l'enquête sociologique

Avec plus de 400 réponses au questionnaire sociologique (**) proposé au lycée (un peu plus de 60% des répondants) et en classe de 3ème de collège (un peu moins de 40% des répondants) nous disposons d'un matériel d'analyse représentatif. Nos analyses vont distinguer collège et lycée(***). Sans qu'il ne nous soit permis d'extrapoler un continuum temporel entre les deux, dans la mesure où les deux établissements sont distincts et ont des représentations socioprofessionnelles familiales différentes. Nous considérons donc les résultats à la vingtaine de questions posées par juxtaposition.

2



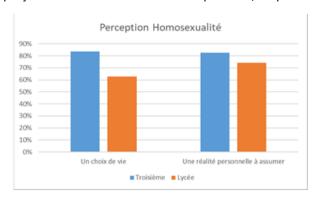
49% des répondants se déclarent garçons, 47% filles, et 4% affirment ne pas vouloir se définir par genre, chiffre est à rapprocher d'un sondage (IFOP février 2021) qui mesure qu'en France 96,2% des adultes se définissent par rapport à leur genre. A noter également une étude (Mastercard juin 2022) sur les Milléniaux et la génération Z qui montre que 5,3% d'entre eux dans 16 pays d'Europe et d'Amérique du Nord ne se reconnaissent pas dans une identité de genre. Pour la France ce chiffre est de 3,9%. Sous cet angle notre échantillon s'inscrit pleinement dans cette métrique.

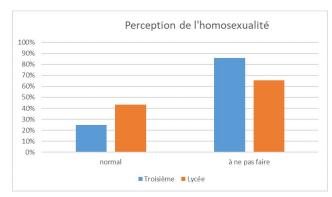
Volet 1 : perception de l'homosexualité

Cette première de partie de l'enquête vise à poser le cadre de la manière dont les collégiens et lycéens perçoivent l'homosexualité et abordent leurs camarades homosexuels ; ceci afin de disposer d'éléments d'analyse et de compréhension du niveau d'homophobie qui sera étudié dans le second volet.



Aux deux questions de savoir si l'homosexualité est un choix de vie, oui ou non, et de savoir si c'est une réalité personnelle à assumer, la constance de la réponse oui des collégiens (83-84%) laisse à voir une forte acceptation de l'homosexualité comme faisant partie de la réalité sociale. Cependant la convergence de la réponse peut laisser à penser qu'il y a confusion entre les deux questions, comme si les personnes LGBT+ "choisissaient" leur situation, alors même que la réalité c'est qu'elle s'impose à elles et que leur seul choix est de l'assumer. Les réponses des lycéens (63%-74%) montrent également une large acceptation mais l'écart de 11 points entre les réponses donne à lire que les lycéens perçoivent la nuance entre les deux questions, et que l'homosexualité est une réalité sociale déterminante.





Deux questions adjacentes permettent d'entrer plus finement dans la perception par les jeunes de l'homosexualité.

Ainsi l'homosexualité "fait partie de la vie" pour 25% des collégiens et 43% des lycéens, donnant la mesure de ce que ce vécu est anormatif. Être homosexuel entre dans le champ social, mais n'est pas perçu comme une donnée "normale" du champ social. D'ailleurs 86% des collégiens et 66% des lycéens connotent négativement l'homosexualité au regard de ce qu'il y a lieu de faire ou de ne pas faire. La question a volontairement été formulée sous une forme simple et triviale pour éviter les biais de réponses socialement correctes. En résumé l'homosexualité a sa place dans le champ social, mais une place qui ne l'inscrit pas dans le champ, fut-il minoritaire, des attendus normatifs.

Cela se traduit par une difficulté perçue à vivre son homosexualité : pour 67% des collégiens et 63% des lycéens. C'est même une situation à éviter pour près d'un lycéen sur deux (43%). Les collégiens sont plus sereins sur le sujet, seuls 24% pensent que la situation est à éviter.

Cependant si on précise la question non plus en terme général de rapport à l'homosexualité mais sous l'angle du vécu personnel, les réponses sont plus pondérées. 52% des collégiens et 49% des lycéens pensent que l'on peut vivre normalement son homosexualité ou même avoir une vie épanouissante, contre 47% et 51% respectivement qui pensent le contraire, à savoir qu'il est difficile de la vivre.

Ce décalage entre point de vue individuel et point de vue collectif se retrouve également sur d'autres questions. Comme si malgré un contexte général insuffisamment favorable il était possible de s'épanouir dans un cercle personnel choisi. Cela se confirme dans la manière de vivre son homosexualité. Ainsi seuls 14% des collégiens et 25% des lycéens conseillent de dissimuler son homosexualité. 43% des collégiens et 33% des lycéens tout à fait souhaitable de dire son homosexualité à sa famille ou à ses amis, ouvrant un champ privé d'acceptabilité. A ceux-ci s'ajoutent 43% des collégiens et 42% des lycéens qui optent soit pour vivre ouvertement son homosexualité soit sans se soucier de le dire ou pas.

3



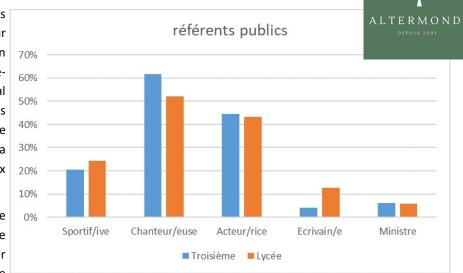




Ce décalage entre espace privé et espace public se retrouve quand on pose la question des référents. Les jeunes manquent de référents publics homosexuels.

Si 62% des collégiens et 52% des lycéens connaissent un chanteur homosexuel, seuls 6% connaissent un ministre [le questionnaire est antérieur à la nomination de Gabriel Attal à Matignon] cependant les exemples ne faisaient pas défaut. Sans doute faut-il pondérer ces chiffres par la proximité inégale des jeunes aux univers musicaux et politiques.

Quelle que soit la cause de ce décalage, la perception n'en reste pas moins vraie et donne à penser que si l'homosexualité est chose

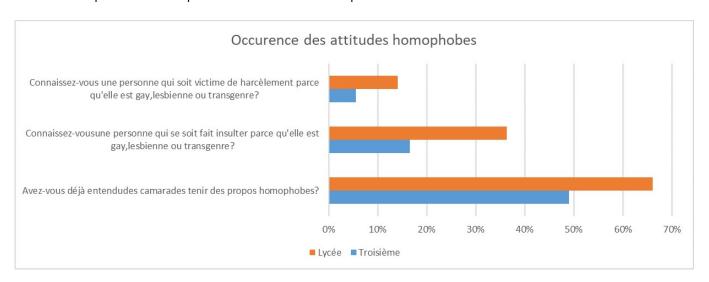


possible pour la légèreté, elle n'a pas sa place dans ce qui est sérieux. Ceci renforce l'idée sous-jacente que l'homosexualité est possible mais non normative.

En revanche sur la sphère privée les repères sont plus nombreux, puisque 58% des collégiens et 53% des lycéens connaissent un camarade homosexuel, et plus largement 88% et 85% respectivement connaissent une personne homosexuelle dans leur entourage. D'où la perception de la possibilité de vivre son homosexualité dans la sphère privée.

Volet 2 : préhension de l'homophobie

La seconde partie de l'étude porte sur la mesure de l'homophobie.



Ainsi 17% des collégiens et 36% des lycéens ont entendu un camarade se faire insulter. Ce qui est un chiffre très élevé et témoigne de la réalité de l'homophobie.

Pire 49% des collégiens et 66% des lycéens ont déjà entendu des propos homophobes, ce qui donne à cette réalité une très forte présence.

HOMOPHOBIE & HARCELEMENT

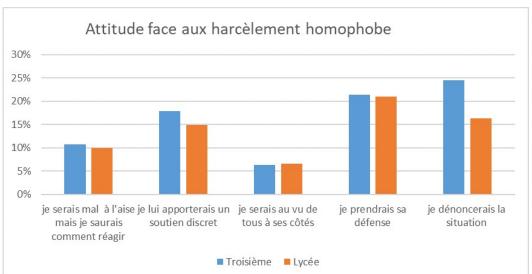
Et les chiffres montent à 63% et 72% si on pose la question de la blague homophobe. Ainsi l'homophobie est banalisée et sa forme "amoindrie" installe un climat faussement badin.

Non seulement l'homophobie est largement répandue, mais elle est répétitive. Très significativement présente au collège, elle est banalisée au lycée.

En noter que la forme aggravée de l'homophobie qu'est le harcèlement, tout en étant une réalité, a une moindre occurrence 6% et 14%. Néanmoins ces chiffres sont loin d'être anodins.

L'homophobie est une réalité généralisée, telle qu'elle ressort de l'enquête. Surtout elle est banalisée.

Cependant la personne victime de propos homophobes n'est pas seule.





81% des collégiens (et dans une moindre proportion 69% des lycéens) lui apporteraient leur soutien, sous des formats plus ou moins actifs.

Ce qui peut surprendre dans ces réponses, c'est le recours assez faible aux autorités, comme si l'homosexualité était un sujet d'ordre privé auquel on ne va pas mêler les adultes et encore moins le cadre scolaire. Accepter l'homosexualité serait une question de conviction et non de droit. Les verbatims qu'a récoltés l'étude confirment cette réalité. Très peu de collégiens ou de lycéens évoquent le droit (au sens légal du terme) à vivre librement sa sexualité, et encore moins l'illégalité des actes ou propos homophobes.

Tandis que celles et ceux, peu nombreux, qui justifient leur homophobie s'appuient sur un droit de toute éternité.

Ces éléments recueillis dans notre enquête trouvent une résonnance avec le travail de la sociologue Marion Maudet qui a publié aux PUF les conclusions d'une enquête auprès de jeunes croyants pratiquants : *Au commencement était le couple. Sexualité, amour et religion chez les jeunes*, où sans opposer croyants et non croyants elle note que « les jeunes catholiques et musulmans sont en moyenne moins tolérants que le reste de la société vis-à-vis de l'homosexualité. »

Il y a là autour de la question de la légalité assurément matière à un travail de pédagogique pour dire le droit et combattre les idées reçues.

Les verbatims révèlent également une forte proportion de message bienveillants.

Seuls quelques uns profitent de cet espace anonyme pour se lâcher, avec cependant une grande pauvreté d'arguments. A ces quelques exceptions près, les propos réprobateurs sont plutôt tolérants « j'aime pas mais je m'en fou », « je trouve ça étrange mais ils font ce qu'ils veulent. »

La bienveillance s'exprime au travers de la liberté de chacun « chacun est libre », « tout le monde est égaux et peut vivre librement », « on fait ce qu'on veut », mais également par une invitation au bien-être « que la personne soit heureuse c'est le principal ».

Ainsi si l'homophobie est fortement présente dans son occurrence, l'analyse des verbatims esquisse l'idée que ces propos seraient le fruit de quelques uns ; la tonalité des réponses trouvant résonnance dans celle-ci « je suis hétéro mais je déteste les homophobes. » Cependant quelques lycéens homophobes suffisent à faire régner un climat.

D'où la nécessité d'une message pédagogique fort pour rétablir le droit et l'espace du vivre ensemble dans le respect des uns et des autres.

5



Le 6 décembre 2024



Conclusion

Ce que l'enquête nous donne à voir, c'est une large acceptabilité de l'homosexualité. Mais une acceptabilité de moindre rang. La norme est hétérosexuelle. Et non pas diverse avec une centralité hétérosexuelle et une moindre proportion homosexuelle.

Cet état de fait marque sans doute une large progression de l'opinion (du moins là où l'enquête a été menée : ce propos ne doit pas laisser à penser à une universalisation de l'analyse par rapport à un échantillon circonstancié) en une, voire quelques décennies. Mais il dessine un chemin pour un travail pédagogique pour donner aux personnes LGBT+ une stricte égalité de droit de cité.

Sans conclure sur sa causalité on observe une tendance de fond dans les différentes réponses entre lycéens et collégiens qui montrent à la maille de notre échantillon une meilleure intégration sociale et individuelle de l'homosexualité chez les collégiens que chez les lycéens. Assorti d'un niveau d'homophobie moindre chez les lycéens que chez les collégiens.

Cet écart peut être la mesure d'un écart sous-jacent de milieu socioprofessionnel familial. Il pourrait aussi s'analyser, sous réserve que le sous-jacent précédent soit de faible impact, comme un durcissement en âge de la préhension du sujet avec un éveil plus avancé à la sexualité et un questionnement plus interpellant des lycéens dans leur propre réalité, cherchant davantage à se rassurer en se raccrochant à un des repères moins rationnels (les verbatim donnent à lire une certaine relation entre propos homophobes et préjugés). Ils peuvent également être analysés, sous les mêmes réserves, comme un effet générationnel, l'évolution sociétale sur les sujets LGBT+ étant récent et la loi du mariage pour tous datant de dix ans, ce qui est court. Sous cet angle les collégiens seraient plus enclins à intégrer des codes sociaux ouverts et inclusifs.

Notre enquête tend à montrer que si l'homophobie est fortement présente dans son occurrence, ces propos ne seraient le fruit que de quelques uns qui polluent l'espace communicationnel.

On l'a vu lors de la cérémonie d'ouverture des JO, deux artistes drag queen Nicky Doll et Piche, la DJ Barbara Butch ainsi que le metteur en scène Thomas Jolly ont été la cible de propos homophobes. Alors même que les enquêtes d'opinion montraient une adhésion enthousiaste et une très forte tolérance.

Il ressort de cette enquête l'utilité d'un travail pédagogique pour affirmer le droit. Dire combien chacune et chacun a le droit de vivre librement sa sexualité dans la République. Et dire que les propos homophobes sont pénalement condamnables. Il importe de poser ainsi les cadres.

(*) Par raccourcis de langage nous parlons ici d'homosexualité, mais le propos et le questionnaire englobe plus largement le sujet LGBT+ sans qu'il ne nous possible d'apporter d'éléments d'éclairage plus détaillés et sans que nous soyons en mesure de vérifier si les répondants distinguent dans leur réponse la variété des situations.



- (**) Enquête conduite à l'automne 2023 dans un lycée et un collège d'une sous-préfecture. 430 élèves ont répondu à l'enquête : 166 élèves de 3ème, 87 élèves de 2nde, 105 élèves de 1ère, 72 élèves de terminale.
- (***) La taille des sous-échantillons conduit à une analyse regroupée 3ème et lycée. A noter que la lecture détaillée des sous-échantillons lycéens ne fait émerger aucune évolution tendancielle de niveau lisible.